

---

À l'intention du directeur de l'information

**UNE COALITION QUÉBÉCOISE DÉNONCE LES COMPRESSIONS FÉDÉRALES  
EN ALPHABÉTISATION**

**Dimanche 1<sup>er</sup> octobre 2006** – Une vaste coalition québécoise issue des mouvements communautaires, syndicaux et de l'ensemble du secteur de la lutte contre l'analphabétisme a dénoncé aujourd'hui, en conférence de presse, les compressions fédérales en alphabétisation annoncées récemment. La coalition entend prendre tous les moyens à sa disposition pour sensibiliser le gouvernement conservateur aux impacts désastreux de sa décision sur les efforts d'alphabétisation et obtenir le retrait de ces compressions.

Il y a un peu moins d'un an, les résultats canadiens de l'*Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA, 2003) démontraient **que 49 % des Québécois de 16 à 65 ans** ne possèdent pas le niveau de compétence « souhaité » en littératie pour fonctionner aisément dans la société actuelle. Les données montraient également qu'une très grande proportion de ces personnes vivent des situations de pauvreté et d'exclusion inquiétantes. Sourd à ces données criantes, le gouvernement Harper décide tout de même de sabrer dans son *Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition de compétences essentielles pour les adultes* (PAAACEA), et ce, en dépit d'un faramineux surplus budgétaire de 13,2 milliards. Tant au Canada qu'au Québec, les coupures feront très mal. Pour l'ensemble du Canada, les compressions sont de l'ordre de 17,7 M\$. **Au Québec, cela signifie, au minimum, la disparition de 5 M\$ dans le financement de la lutte contre l'analphabétisme.** En abolissant les projets locaux et régionaux du PAAACEA, le gouvernement de M. Harper prive les groupes populaires d'alphabétisation, les commissions scolaires et les organismes nationaux qui luttent contre l'analphabétisme de montants essentiels à l'accomplissement de leur mission.

Cela est d'autant plus ironique que c'est son propre parti qui avait mis sur pied un programme national d'alphabétisation en 1987, en prévision de l'Année internationale de l'alphabétisation de 1990. Un peu plus de quinze ans plus tard, voilà que le gouvernement conservateur affirme que l'alphabétisation ne fait plus partie de ses priorités. Pourtant, le travail fait par les différents organismes impliqués en alphabétisation donne des résultats, en particulier au Québec, et l'argument d'inefficacité invoqué par le gouvernement est inacceptable. Au Québec, depuis 10 ans, le nombre d'adultes de 16 à 65 ans éprouvant d'importantes difficultés de lecture a diminué, passant de un million à 800 000. Le niveau de compétence en littératie des plus jeunes (16-25 ans) est globalement en progression, bien que près de 350 000 d'entre eux (36 %) n'aient pas le niveau de compétence « souhaité ». Ces résultats, sans être spectaculaires, indiquent que **les actions menées donnent des résultats et qu'il faut continuer le travail.**

Ces résultats sont obtenus grâce à l'implication des réseaux de l'éducation formelle et non formelle, mais également à celle d'autres acteurs sociaux qui unissent leurs efforts dans des domaines tels la prévention, la sensibilisation, la recherche, le perfectionnement des formatrices et des formateurs, les milieux de travail, etc. En cela, les intervenantes et les intervenants du Québec ont compris que l'analphabétisme ne relève pas strictement de l'éducation, mais englobe

des problèmes sociaux exigeant des réponses plus larges. Or, les compressions fédérales signifieront la disparition de programmes touchant tous les aspects de l’alphabétisation, et en particulier la sensibilisation à l’analphabétisme et le recrutement des personnes peu alphabétisées. Cela aura un impact négatif majeur sur la participation de ces adultes, alors qu’il faut dépenser une énergie considérable pour les inciter à entreprendre une démarche d’alphabétisation.

Les programmes et projets éliminés à cause des compressions concernent, notamment :

- La prévention de l’analphabétisme ;
- La formation des formateurs et formatrices en alphabétisation ;
- La sensibilisation à l’analphabétisme ;
- Le recrutement des personnes peu alphabétisées ;
- L’alphabétisation en milieu de travail ;
- La recherche et la diffusion des résultats de la recherche ;
- La production et la diffusion de matériel didactique ;
- Le développement de pratiques novatrices.

Au cours des prochaines semaines et, s’il le faut, des prochains mois, les groupes de la coalition s’assureront que le gouvernement conservateur prenne toute la mesure du geste qu’il vient de poser et qu’il corrige le tir. « **Nous n’acceptons pas ces compressions parce qu’elles sont irresponsables, qu’elles visent les personnes les moins bien nanties de notre société et qu’elles auront un effet dévastateur sur la lutte contre l’analphabétisme**, affirment les porte-parole de la coalition. **M. Harper doit maintenir l’intégralité de son financement de la lutte contre l’analphabétisme. C’est sans aucun doute une priorité pour les millions de Canadiennes et de Canadiens qui sont faiblement alphabétisés** ».

- 30 -

Sources : **Chantal Savaria**, responsable des communications

Fondation pour l’alphabétisation, 514-261-1174

**Jean-François Venne**, attaché de presse, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, 514-837-2480

**Gabriel Danis**, agent d’information, Centrale des syndicats du Québec, 514-235-5082